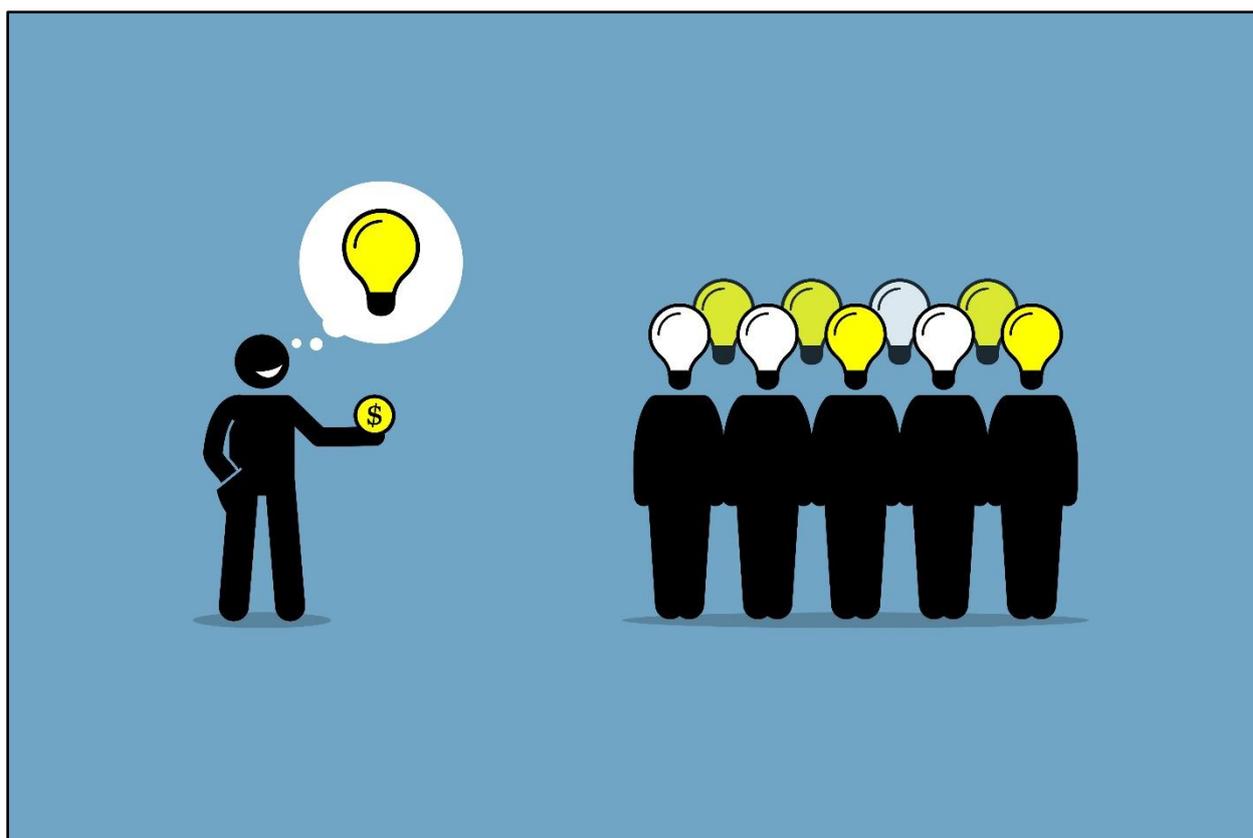




COMMISSION DE
L'OCEAN INDIEN



Programme COI-ENERGIES

Financement de projets
de production d'énergie
à partir de sources renouvelables

Dossier de presse

SOMMAIRE

Communiqué de presse – La COI lance des projets de production d'énergie issue de sources renouvelables à Madagascar	3
Présentation de l'appel à propositions	4
Les chiffres-clés	5
Les neuf projets financés en République de Madagascar	6
Les enjeux énergétiques en Indianocéanie	16
Présentation des institutions	17



COMMISSION DE
L'Océan Indien

Communiqué de presse

La Commission de l'océan Indien lance des projets de production d'énergie issue de ressources renouvelables à Madagascar

Antananarivo, 22 août 2017 – Neuf projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables ont été présentés et lancés à Madagascar ce mardi 22 août 2017. Ces projets ont obtenu une subvention de la Commission de l'océan Indien (COI) à travers son programme ENERGIES financé par l'Union européenne (UE).

Les neuf initiatives font partie des 17 projets mis en œuvre en Indianocéanie obtenant un financement COI-UE à travers le programme ENERGIES. Ils s'inscrivent dans la dynamique régionale de promotion des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique portée par la COI.

Les projets retenus ont en commun l'atteinte d'un objectif principal : permettre aux zones hors réseau d'accéder à l'électricité et ainsi contribuer au développement économique et social des territoires.

L'électrification des zones rurales de Madagascar est en effet un objectif important, dans la mesure où elle améliore les conditions de vie des populations, permet le développement des équipements tels que les établissements scolaires, les centres de santé, et soutient l'agriculture et les entrepreneurs ruraux.

Les neuf projets mis en œuvre à Madagascar œuvrent en ce sens en s'appuyant sur les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire et hydraulique, la biomasse à travers l'utilisation d'une ressource locale, le jatropha, ou encore le biogaz en alternative au bois.

Tous ces projets s'inscrivent dans la dynamique portée par la COI et l'Union européenne à travers le programme ENERGIES : développer les capacités locales de production d'énergie propre, faciliter l'accès des populations à ces sources d'énergie et promouvoir le développement d'activités génératrices de revenus.

La cérémonie de lancement a été l'occasion pour les porteurs de projets de présenter leurs initiatives, en présence de Marc Rakotofiringa, Directeur général de l'Energie, représentant le ministre de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures, Lantoniaina Rasoloelison, et d'Hamada Madi, Secrétaire général de la COI.

Pour en savoir plus :

- **Unité de communication de la COI** : communication@coi-ioc.org / (+230) 402 61 00
- **Programme COI-ENERGIES** : Camille Martin, chargée de communication - camille.martin@coi-ioc.org

La composante « Appel à propositions » du programme COI-ENERGIES

L'appel à propositions est l'une des composantes les plus emblématiques du programme COI-ENERGIES. Il vise à cofinancer des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Les dix-sept projets sélectionnés sont issus de trois des pays bénéficiaires du programme, à savoir l'Union des Comores, Madagascar et Maurice. Ils seront cofinancés pour un engagement total de plus de 4,6 millions d'euros sur crédits du 10^e Fonds européen de développement. Ces dix-sept projets, petits et grands, relèvent aussi bien du secteur public que du secteur privé et de la société civile. Ils font appel à différents types d'énergies renouvelables comme la biomasse, le biogaz, l'hydraulique ou encore le solaire.

Cette composante du programme COI-ENERGIES répond à plusieurs objectifs :

1. Soutenir la conception, l'ingénierie, la construction et la gestion des systèmes centralisés et décentralisés de production d'électricité et d'énergie à partir de ressources renouvelables, ayant un potentiel démonstratif permettant la répliquabilité.
2. Promouvoir les partenariats public-privé et les transferts de technologie.
3. Promouvoir les schémas innovants adaptés aux contextes locaux.
4. Développer des actions aux effets positifs sur l'inclusion sociale et basées sur l'accès aux services énergétiques pour des activités économiques locales, promouvant la croissance économique, l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Tous ces projets retenus démontrent la capacité et la volonté des producteurs d'énergie de contribuer activement au développement durable des îles de l'Indianocéanie. Ils illustrent également l'utilité et l'importance de l'action de la Commission de l'océan Indien, à travers son programme COI-ENERGIES. La population et les opérateurs économiques des pays de la région en seront les premiers bénéficiaires. Le programme COI-ENERGIES, avec le soutien de son partenaire l'Union européenne, contribue ainsi concrètement à l'une des missions de la COI : promouvoir le développement authentiquement durable de l'Indianocéanie.

A Maurice, deux projets ont été lancés au cours des dernières semaines : le projet de dessalement d'eau de mer par énergie solaire le 10 juillet à Rodrigues, et le projet de biométhanisation de la vinasse et de production d'électricité à partir de biogaz le 9 août.

Aux Comores, une cérémonie de lancement des quatre projets financés s'est tenue le 17 août à Moroni.

Les chiffres-clés de l’appel à propositions

Porteur Pays	Organisme d'intérêt public	Privé	ONG	Total
<i>Comores</i>	2		2	4
<i>Madagascar</i>	2	3	4	9
<i>Maurice</i>	2	2		4
Total	6	5	6	17

Les catégories de porteurs de projets dans les pays

Energie Pays	Solaire	Biogaz	Biomasse	Hydro- électricité	Efficacité énergétique	Biocarburant	Total
<i>Comores</i>		1	2		1		4
<i>Madagascar</i>	4	1		3		1	9
<i>Maurice</i>	1	2			1		4
Total	5	4	2	3	2	1	17

Les types d’énergies utilisées par les projets dans les pays

Les neuf projets financés en République de Madagascar

1. Accès aux énergies renouvelables pour des communautés rurales et urbaines de Madagascar

Porteur du projet	Jiro-vé
Lieu de l'action	Alaotra Mangoro, Analamanga, Bongolava, Menabe, Diana, Itasy, Vakinankaratra, Madagascar
Financement de l'Union européenne	75 000 €, soit 46% du budget total du projet (162 992 €)
La description du projet	<ul style="list-style-type: none">➤ Ce projet vise à fournir l'accès à des énergies sûres, abordables, fiables, durables et modernes (lampes LED) à des familles et des entreprises malgaches, pour améliorer leur santé et leur bien-être.➤ Le modèle commercial consiste à former 40 franchisés sous la responsabilité de six directeurs régionaux qui loueront 4000 lampes LED.➤ L'administration du projet se fait via une application mobile qui permet la gestion des données, le suivi journalier et l'évaluation du système.
Les avantages du projet	Le système est simple et facile à reproduire dans d'autres régions.
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none">• Fournir à 4000 familles et entreprises un éclairage propre, renouvelable et de haute qualité• 4 000 lampes LED seront ainsi louées sur une base quotidienne

2. Projet JiroMeva

Porteur du projet	B.E.T.C. Nanala
Lieu de l’action	Commune rurale d’Amboasary, fokontany de (i) Amboasary ville, (ii) Ampangabe, (iii) Ambohibola, (iv) Ambarilava, District de Moramanga, région Alaotra Mangoro
Financement de l’Union européenne	330 107 €, soit 50% du budget total du projet (660 215 €)
La description du projet	<p>Le projet JIROMEVA vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en zone rurale à Madagascar en fournissant de l’énergie électrique pour favoriser un développement durable et une croissance inclusive.</p> <p>Il s’agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réhabiliter un site hydroélectrique par la construction d’une pico-centrale hydroélectrique à Ambodiriana (2 x 35kW) et par la création d’un réseau de distribution isolé alimenté par ladite pico-centrale hydroélectrique. ➤ Améliorer les performances financières et techniques de l’exploitant par l’adoption de bonnes pratiques de gestion.
Les avantages du projet	Les valeurs ajoutées particulières du projet JIROMEVA sont la planification régionale, la substitution du thermique-diesel par l’hydroélectricité à Amboasary, la mobilisation de capitaux privés pour le financement de la pico-centrale hydraulique dans le cadre d’un partenariat public-privé, la promotion d’activités génératrices de revenus, la densification du service public de l’électricité et l’articulation avec l’ADER pour un changement d’échelle.
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none"> • L’installation d’une pico-centrale hydroélectrique de 2 x 35kW • La construction et l’exploitation d’un réseau isolé de moyenne tension associé d’une longueur de 11km desservant des réseaux de basse tension implantés dans les 4 localités rurales • Un accès à l’électricité amélioré pour 350 ménages et 20 artisans et petits entrepreneurs (soudeurs, charpentiers, ...) • Une gestion locale et pérenne de l’exploitation

3. Projet GEMAHA – Génération d'électricité rurale à partir de *Jatropha mahafalensis* au Sud de Madagascar

Porteur du projet	CIRAD Co-porteurs : PHILEOL Madagascar, ADER, Université d'Antananarivo
Lieu de l'action	Sud de Madagascar
Financement de l'Union européenne	164 305 €, soit 50% du budget total du projet (328 610 €)
La description du projet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet vise à tester et disséminer la production d'électricité renouvelable grâce à une ressource locale existante et génératrice de croissance économique, le <i>Jatropha mahafalensis</i>. Son huile peut être utilisée comme biocarburant local et son tourteau pourrait être valorisé comme amendement organique, combustible domestique ou pour l'alimentation animale. ➤ Le projet s'appuiera sur une filière existante de valorisation des graines de <i>Jatropha mahafalensis</i> afin de tester, valider puis disséminer l'usage de son huile comme carburant pour 3 groupes électrogènes alimentant les réseaux de distribution d'électricité rurale des villes de Tsihombe (25 000 hab.) et Beloha (15 000 hab.).
Les avantages du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement de la filière de <i>Jatropha</i> (production multipliée par deux) permettra aux familles de la zone d'améliorer leurs revenus. L'utilisation de l'huile et des tourteaux de <i>Jatropha</i> pour des besoins locaux va, en outre, sécuriser ces filières. • Les populations urbaines vivant dans des petites et moyennes villes du Sud de Madagascar font face à un approvisionnement en électricité aléatoire et souvent onéreux. Ces nouvelles modalités de production d'électricité à base d'huile de <i>Jatropha</i> vont décentraliser et sécuriser l'approvisionnement en électricité. L'utilisation de ressources locales pour produire l'électricité contribuera à stabiliser les prix. • Les opérateurs d'électricité malgaches font face à des difficultés pour approvisionner les petites et moyennes villes disséminées sur l'ensemble du territoire. La proposition d'une nouvelle modalité de production d'électricité en utilisant des ressources locales pourra constituer une solution alternative pour la production d'électricité dans les zones rurales malgaches.
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Produire une huile-carburant selon les normes de qualité • Trouver des voies de valorisation des tourteaux produits • Faire fonctionner des groupes de production d'électricité avec cette huile

4. Femmes Malgaches entrepreneurs SOLAires Rurales (FEMSOLAR)

Porteur du projet	World Wide Fund for Nature Madagascar Country Office (WWF MDCO)
Lieu de l'action	Région Menabe, village d 'Ambakivao
Financement de l'Union européenne	119 627 €, soit 50% du budget total du projet (239 253 €)
La description du projet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ce projet, dans lequel les femmes ont un rôle central, a pour objectif l'accès durable à l'éclairage moderne et à l'électricité des populations rurales isolées de Madagascar. ➤ L'approche développée par le Barefoot College en Inde sera appliquée à Madagascar : <ul style="list-style-type: none"> • Sélection de quatre femmes futures « ingénieures solaires » au cours d'une réunion communautaire villageoise • Formation de 6 mois au Barefoot College • Au retour à Madagascar : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Equipement en système solaire de 200 ménages et d'une maison communautaire ✓ Gestion du service électricité par un Comité solaire villageois ✓ 1 batterie et 4 lumières LED par maison seront distribuées ✓ Atelier de maintenance et réparation: pièces additionnelles, outils ...
Les avantages du projet	<p>Développement d'un programme national pour favoriser l'accès des ménages ruraux aux lampes solaires et aux systèmes solaires photovoltaïques.</p> <p>Ce modèle d'accès à l'éclairage moderne et à l'électricité sera duplicable pour les communautés rurales gestionnaires des ressources naturelles travaillant avec WWF et généralement isolées.</p>
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner 4 femmes du village d'Ambakivao • Former, pendant 6 mois, les 4 femmes en technologie solaire photovoltaïque, en Inde au Barefoot College • Appuyer et suivre l'électrification du village d'Ambakivao par les 4 femmes techniciennes • Accompagner la communauté d'Ambakivao dans la gestion pérenne de l'électrification solaire • Développer des actions d'information, de formation et d'éducation de la communauté par le biais de la maison solaire communautaire • Initier le développement d'une filière locale « lampe solaire portable » à partir du village d'Ambakivao • Développer un système de suivi participatif de la gestion du service électricité <p>Douze mois après le début du projet, l'approche organisationnelle, technique, économique et sociale menée sur le village d'Ambakivao, permettra à 4 femmes du village formées au Barefoot College en Inde, d'équiper durablement en systèmes solaires photovoltaïques au moins 200 ménages et 1 maison communautaire, avec le soutien d'un comité solaire villageois.</p> <p>D'ici la fin du projet, un programme de déploiement du modèle sur le territoire de Madagascar pourrait être défini et dupliqué.</p>

5. Accès à l'électricité par l'énergie hydraulique

Porteur du projet	Agence de développement de l'électrification rurale (ADER)
Lieu de l'action	Quatre communes rurales dans les districts de Moramanga et de Brickaville, dans les régions Atsinanana et Alaotra Mangoro
Financement de l'Union européenne	500 000 €, soit 37% du budget total du projet (1 351 205 €)
Description du projet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ADER projette d'exploiter un site hydroélectrique dans la commune rurale d'Ampasimbe afin de satisfaire les demandes de 4 communes ciblées pour (i) le remplacement des groupes thermiques des communes de Beforona et d'Antsampanana ; (ii) la continuité de la fourniture d'énergie dans la commune de Ranomafana Est et pour l'électrification de la commune d'appartenance du site d'Ampasimbe. ➤ Chaque centre sera alimenté par ce site hydroélectrique d'environ 200 kW relié par des réseaux de distribution en moyenne tension et des lignes de distribution. Ainsi, 500 clients bénéficieront d'un service continu d'électricité à des prix accessibles. La gestion locale de l'exploitation sera pérennisée.
Les avantages du projet	<p>La réussite du projet repose sur le processus participatif impliquant tous les acteurs dans la prise de décision et reposant sur un système de partenariat public-privé.</p> <p>Les impacts de l'électrification de la zone ont par ailleurs des effets multisectoriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Réduction de la diffusion de CO₂ dans l'atmosphère ✓ Sécurisation des biens et des personnes ✓ Amélioration de la qualité des soins de santé ✓ Amélioration de l'accès à l'eau potable ✓ Amélioration des résultats scolaires, grâce à l'électrification des maisons et ses effets sur le développement ✓ Accès aux médias et en particulier à la télévision ✓ Amélioration de la santé des bénéficiaires de l'opération ✓ Augmentation des revenus des ménages ✓ Création d'activités génératrices de revenu
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de l'exploitant • Suivi et contrôle des travaux de construction de la centrale de production, du réseau moyenne tension et des réseaux basse tension • Renforcement de capacité de l'exploitant • Sensibilisation des abonnés • Communication et actions de visibilité

6. Biogaz Madagascar

Porteur du projet	ETC TERRA Co-porteur : Organisation de soutien pour le développement rural à Madagascar
Lieu de l’action	Région Diana
Financement de l’Union européenne	250 000 €, soit 43% du budget total du projet (580 000 €)
La description du projet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet vise à fournir une énergie renouvelable alternative au bois, accessible et plus efficace, par la production de biogaz dans les villages ruraux et périurbains des zones d’élevage de la région Diana ➤ Le projet contribuera à l’amélioration des conditions de vie de 200 bénéficiaires et de la qualité de l’air dans les foyers : 200 ménages et opérateurs économiques seront équipés d’un bio-digesteur et seront formés à son utilisation et son entretien ; au moins 10 maçons seront formés à la réalisation de bio-digesteurs et à leur maintenance ➤ Le projet va diminuer la pression sur la ressource en bois et réduire les émissions de gaz à effet de serre ➤ Le projet veut créer une dynamique économique durable pour la technologie biogaz (transfert de compétences, formations, capitalisation)
Les avantages du projet	En réalisant un projet à cette échelle intermédiaire (200 bio-digesteurs) avec la mise en place d’un système de crédit, Etc Terra et ses partenaires démontreront que le biogaz est une technologie qui peut être diffusée largement dans des régions comme Diana. L’implication des institutions locales permettra d’élaborer une proposition de reproduction du projet dans la région Diana et dans d’autres régions malgaches.
Les activités principales du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des expériences antérieures à Madagascar • Analyse détaillée du potentiel en biogaz de la région Diana • Réalisation d’une phase pilote de 50 bio-digesteurs • Mise en place d’un système de crédit renouvelable et réalisation de 150 bio-digesteurs supplémentaires • Capitalisation de l’action au regard des autres expériences réalisées à Madagascar dans le secteur du biogaz et communication des résultats et impacts mesurés

7. Energies Nouvelles et ValOrisation de Localités du Sud-Ouest de Madagascar

Porteur du projet	Fondation Energies pour le Monde (FONDEM) Co-porteur : Association TA.MA.FA
Lieu de l'action	Villes de Ambohimahavelona et Andranohinaly dans la région Atsimo-Andrefana
Financement de l'Union européenne	498 686 €, soit 50% du budget total du projet (997 373 €)
La description du projet	<p>Le projet vise à desservir en électricité la population de 2 localités rurales de la région Atsimo Andrefana, à partir de l'énergie solaire grâce à des panneaux photovoltaïques.</p> <p>La population souhaitant s'abonner à l'électricité (230 ménages) des 2 localités cibles du projet, soit environ 4 000 personnes, vont bénéficier de l'amélioration des services économiques et sociaux et d'usages domestiques.</p> <p>10 activités économiques par localité dont 2 au minimum portées par des femmes se créeront ou se développeront grâce à l'usage de l'électricité.</p> <p>Les partenaires locaux, régionaux, nationaux et institutionnels vont bénéficier d'un renforcement de leurs compétences et de transferts de savoir-faire.</p>
Les avantages du projet	Amélioration des conditions de développement humain et économique des populations rurales de la région Atsimo Andrefana à Madagascar, en développant l'accès aux services modernes et durables de l'électricité.
Les principales activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner un opérateur pour l'exploitation des infrastructures électriques, renforcer ses compétences et l'accompagner dans la durée. • Installer les infrastructures électriques. • Accompagner et appuyer le développement d'activités économiques et sociales bénéficiant de l'électricité. • Organiser des ateliers, éditer et diffuser des publications pour un partage d'expérience et assurer un appui aux acteurs locaux dans la recherche de financements.

8. Distribution de systèmes domestiques à énergie solaire pour les foyers malgaches sans électricité à travers le modèle « Pay As You Go »

Porteur du projet	Microcred
Lieu de l’action	Madagascar
Financement de l’Union européenne	500 000 €, soit 46% du budget total du projet (1 078 231 €)
La description du projet	<p>L’ambition de ce projet est de réduire la vulnérabilité d’une population de 1 million de personnes en permettant à plus de 150 000 foyers vivant sans électricité d’accéder à l’énergie solaire via une approche novatrice et des produits innovants.</p> <p>Le projet aura pour impact de réduire les émissions de CO₂ et l’accumulation de déchets toxiques (d’une part l’émission de CO₂ engendré par les lampes à pétrole, les feux de bois et les bougies; d’autre part les déchets toxiques comme les piles et batteries jetables).</p> <p>Le groupe Microcred louera des lampes et des batteries à énergie solaire domestiques à travers son réseau de distribution actuel mais également à travers un réseau de distributeurs parallèles, notamment dans les zones rurales.</p> <p>Microcred s’appuiera sur le système du « Pay As You Go » qui consiste à louer les appareils électriques. Les utilisateurs ne payeront alors que l’énergie qu’ils auront réellement consommée. En effet, cette technologie permet de contrôler à distance via une carte SIM ou un système à code l’appareil, afin de l’activer, ou de le désactiver en fonction des paiements effectués via mobile banking ou un point de vente. Ainsi, les foyers pourront payer à hauteur de leurs moyens – notamment à travers les économies qui seront faites sur le kérosène, les piles et les bougies qu’ils n’auront plus besoin d’acheter.</p> <p>Microcred s’appuiera sur sa technologie propre de « mobile banking » et ses correspondants (lieux ou petits commerces partenaires) équipés d’une application Android Microcred et d’un lecteur biométrique Microcred pour recharger les comptes ou systèmes à énergie solaire. Des partenariats avec d’autres acteurs du « mobile payment » à Madagascar permettront également de les recharger.</p>
Les avantages du projet	<p>Après un certain nombre de mois variable selon les modèles, les bénéficiaires deviendront pleinement propriétaires de leur solution domestique à énergie solaire et pourront ainsi redéployer les économies réalisées sur leurs dépenses énergétiques.</p> <p>L’accès à l’énergie solaire pour ces foyers privés jusqu’à aujourd’hui d’électricité, offre un impact à plusieurs niveaux : augmentation du temps d’étude des enfants, augmentation du temps de travail et des revenus des foyers.</p>

9. L'énergie hydroélectrique pour le développement durable des ménages et des opérateurs économiques de la commune de Sarobaratra

Porteur du projet	Association de Partenariat Technique à Madagascar (Association PATMAD) Co-porteurs : Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS), Association des Ingénieurs pour le Développement des Energies Renouvelables (AIDER)
Lieu de l'action	Commune de Sarobaratra, District de Miarinarivo, Région Itasy
Financement de l'Union européenne	225 000 €, soit 46% du budget total du projet (492 737 €)
Description du Projet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le projet vise le développement durable de la région Itasy par la conception et la fabrication locale d'une centrale hydroélectrique. ➤ Les ménages et les opérateurs économiques de la commune de Sarobaratra, soit environ 19 500 personnes, auront accès à un service électrique de qualité, fiable et durable.
Les avantages du projet	Le projet soutient le développement d'activités génératrices de revenus et l'appropriation locale des techniques utilisées. Les équipements hydroélectriques installés seront entièrement conçus et fabriqués dans un atelier de la région.
Principales activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la conception et la construction locale de turbines hydro-électriques (type Banki) • Mettre en place un partenariat public-privé pour l'électrification de la commune de Sarobaratra-Ifanja • Installer et exploiter la pico-centrale hydroélectrique de Sarobaratra d'une puissance de 50 kW • Desservir en électricité les ménages du fokontany de Fialofa • Electrifier les ménages de la commune de Sarobaratra • Encadrer et appuyer les opérateurs économiques locaux

Enjeux énergétiques en Indianocéanie

Les pays de l'Indianocéanie sont particulièrement dépendants des combustibles fossiles (pétrole et charbon) : 80% de l'énergie produite dans la région provient de ces sources polluantes et importées. Un coût financier et écologique lourd pour ces petites économies insulaires, vulnérables aux effets du changement climatique.

Pourtant, la région dispose d'un fort potentiel de développement des énergies renouvelables, mais insuffisamment exploité. Or, le secteur des énergies renouvelables peut très concrètement contribuer à la croissance, à l'emploi, à l'innovation ou encore à l'atténuation des effets du changement climatique. La diffusion des bonnes pratiques d'efficacité énergétique permet également d'apporter une réponse globale à l'enjeu énergétique.

C'est notamment dans le cadre d'une action collective et de la coopération régionale que les Etats membres de la COI seront en mesure de mobiliser les expertises, d'accompagner le partage de savoir-faire et d'outils, de sensibiliser les populations, d'impliquer les autorités publiques comme les opérateurs privés et les ONG, pour permettre de réduire la dépendance aux énergies fossiles, de créer des emplois, de lutter contre la pauvreté et de faire de l'Indianocéanie une région authentiquement durable.

Les pays bénéficiaires du programme COI-ENERGIES ne sont pas au même stade concernant la politique et la stratégie énergétiques, ainsi que sur le cadre dans lequel le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique peut être amélioré.

Aux Comores, dans le cadre d'une réforme du secteur de l'énergie, le gouvernement a exprimé sa volonté de faire de la gestion de l'énergie, et notamment des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, une composante importante d'une nouvelle politique énergétique.

A Madagascar, une nouvelle politique énergétique, préparée avec le soutien de l'Union européenne, a été adoptée en 2015. Parmi les recommandations figure notamment la création d'un cadre réglementaire légal pour la promotion des énergies renouvelables.

A Maurice, la stratégie énergétique 2009-2025 met l'accent sur les énergies solaire, éolienne, hydraulique et la bagasse comme sources viables en alternative aux sources fossiles polluantes.

Aux Seychelles, le document de politique énergétique recommande l'établissement d'un régulateur énergétique indépendant et la promotion du développement du secteur des énergies renouvelables. Il propose également le développement durable du secteur de l'énergie, en se concentrant sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable pour ainsi réduire la dépendance au pétrole et renforcer la sécurité énergétique du pays.

Présentation des institutions

La Commission de l'océan Indien (COI)

Créée en 1982, la Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe cinq Etats membres : l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles, elle défend les spécificités de ses Etats membres sur les scènes continentale et internationale. Bénéficiant du soutien actif d'une dizaine de partenaires internationaux, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant un large éventail de secteurs, dont les énergies renouvelables. Résolument engagée en faveur du développement durable, la COI anime depuis plus de trente ans l'action collective d'une région, l'Indianocéanie, vulnérable par nature et ambitieuse par choix.

commissionoceanindien.org



[commissionoi](https://www.facebook.com/commissionoi)



[commission-coi](https://twitter.com/commission-coi)

L'Union européenne

Premier contributeur mondial à l'aide au développement, l'Union européenne (UE) est aussi le premier partenaire au développement de la COI. Cette relation a débuté dès les premières années de la COI et s'est progressivement renforcée au fil des projets financés sur fonds européens. Depuis 2005, l'UE a financé 17 projets de coopération mis en œuvre par la COI pour un montant total de 156 millions d'euros des Fonds européens de développement. La contribution de l'UE au développement de la grande région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien est appelée à s'amplifier dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement couvrant la période 2015-2020. Consciente des spécificités insulaires, l'UE accompagne notamment la COI dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de la connectivité régionale, des pêches, de la lutte contre les effets du changement climatique ou encore de la préservation de la biodiversité régionale.

www.eeas.europa.eu/delegations/mauritius



[EUinMauritius](https://www.facebook.com/EUinMauritius)



[EUAmbMauritius](https://twitter.com/EUAmbMauritius)

Le programme COI-ENERGIES

Le programme COI-ENERGIES est mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne à hauteur de 15 millions d'euros. Son objectif principal est de contribuer au développement durable des Etats membres de la COI en améliorant leur accès à des sources modernes, efficaces, fiables, diversifiées et renouvelables d'énergie saine et à des prix compétitifs. Les institutions nationales des Etats membres de la COI et les partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile et le secteur privé font partie des acteurs de ce programme. Celui-ci s'articule autour de cinq composantes :

1. Elaboration d'une stratégie régionale pour le développement des compétences et des institutions en matière d'énergies renouvelables, notamment à travers des stratégies adaptées aux petites îles et pouvant être élargies à l'échelle nationale.
2. Sensibilisation du grand public et particulièrement des jeunes, ainsi que des opérateurs économiques, des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, aux bénéfices des énergies renouvelables et aux bonnes pratiques d'efficacité énergétique.
3. Elaboration/amélioration du cadre réglementaire favorisant la production d'électricité d'origine renouvelable, incluant la disponibilité des données sur les ressources solaire et éolienne.

4. Co-financement de projets publics, privés ou communautaires de production d'électricité d'origine renouvelable.
5. Mise en place de normes d'efficacité énergétique pour les bâtiments et de labels pour les appareils électriques.

commissionoceanindien.org/activites/energies/



[COI-Energies](#)



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Commission de l'océan Indien
Programme COI-ENERGIES**

4^{ème} étage, Blue Tower,
Rue de l'Institut
Ebène, Maurice

info-energies@coi-ioc.org
(230) 402 61 00
www.coi-ioc.org